

Les crédits

• (1020)

Les collectivités font de leur mieux pour faire fi de la crise et essayer de vivre une vie aussi normale que possible. Nous essayons tous de le faire; c'est moins difficile pour les enfants, les conjoints et la collectivité. Pourtant, cette tension cachée se manifeste en définitive.

J'assiste généralement à certaines des réunions de conseil municipal pendant l'année. Je me rappelle avoir été dans une municipalité située dans une région où la productivité agricole est très élevée et où tout le monde est censé s'en sortir très bien. J'ai demandé aux conseillers municipaux de me dresser un tableau de la situation en ce qui concerne les saisies d'exploitation agricole dans leur municipalité. Ils m'ont répondu qu'il n'y en avait pas chez eux. Par la suite, le secrétaire de la municipalité est intervenu et a précisé qu'en fait, des agriculteurs avaient dû transférer près de 400 quarts de section, à des établissements financiers dans la municipalité l'année dernière. Il a ajouté que c'était de là que venaient toutes les recettes fiscales de l'année dernière car pour que le titre de propriété puisse être transféré, il fallait que les impôts soient payés.

Certaines municipalités se retrouvent dans une situation curieuse car elles perçoivent plus de recettes qu'elles ne l'ont fait depuis bien longtemps du fait de ce type de transfert de terrains. Quelques-unes ont un surplus d'argent embarrassant provenant de la saisie de terrains et du versement d'impôts en souffrance au point qu'elles ont acheté de nouvelles niveleuses et des chasse-neige grâce aux fonds excédentaires accumulés à partir des impôts qui n'avaient pas été versés au cours des trois à cinq dernières années.

C'est là la situation, et elle est critique. On peut le constater en examinant les choses de plus près, même si les gens essaient de cacher la vérité. Les statistiques en font état.

Les Américains ont commencé à appliquer une politique commerciale sur l'établissement des prix des céréales qui est très agressive, mais qui avantage leurs agriculteurs. Le revenu net de ces derniers a augmenté de 23 p. 100 depuis une décennie. Cette politique a nuï aux agriculteurs européens qui étaient apparemment visés, de sorte que leur revenu net a diminué de 16,5 p. 100. Or, ce sont surtout les Canadiens qui en ont souffert et leur revenu net a chuté de 51,4 p. 100.

Nous voyons facilement les effets de cette guerre commerciale. Prenons toute la première année du régime d'assurance-revenu brut (RARB) qui vient tout juste de prendre fin. Le programme de 1991 s'est terminé en

1992. Les résultats ont tous été compilés, de sorte que, lorsque les agriculteurs ont constaté leur revenu net, ils ont tenu le plus grand rassemblement que l'on ait vu depuis deux décennies.

Les difficultés existent et il faut prendre des mesures. Nous demandons au nouveau ministre de l'Agriculture de rencontrer ses homologues provinciaux en vue de se pencher sur le problème de la troisième ligne de défense. Les statistiques et les indicateurs sociaux montrent clairement que les deux premières lignes de défense n'ont pas été efficaces. Il faut agir. Pour rattraper le temps perdu, le montant à verser sous forme de paiement et d'aide est de l'ordre de un milliard de dollars.

Une partie du problème, c'est que le gouvernement n'a pas tenu compte de la nécessité d'assurer le revenu agricole en 1990. Il parlait de l'aide qui avait été accordée en 1989 et pendant une bonne partie de 1990. Il parlait de l'aide que devaient apporter les programmes RARB et CSRN, au lieu de fournir cette aide. Depuis ce temps, la dette a été reportée d'année en année.

Même si les taux ont légèrement diminué, les intérêts ne cessent de s'accumuler et provoquent toujours la dévastation. Or, il faut maintenant se pencher sur la troisième ligne de défense. C'est en partie ce que vise à faire la motion dont nous sommes saisis.

Je cède maintenant la parole à d'autres membres de mon caucus qui traiteront d'autres aspects.

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, ayant passé 18 ans dans une exploitation agricole familiale située dans la région que représente actuellement le député de Mackenzie, je sais exactement de quoi il parle.

J'aimerais qu'il nous dise pourquoi il y a une telle différence entre le revenu des agriculteurs aux États-Unis et au Canada. Il nous a dit qu'au cours de la dernière décennie, le revenu des agriculteurs américains avait augmenté de 23 p. 100 alors que celui des agriculteurs canadiens avait diminué de 51,4 p. 100. Une différence de plus de 70 p. 100. Je sais quelles sont les pratiques agricoles des deux côtés de la frontière et j'avais toujours pensé que nos agriculteurs étaient tout aussi efficaces, sinon plus que les agriculteurs américains.

J'ai une autre question à laquelle il voudra peut-être répondre. Il a dit à la Chambre qu'en Saskatchewan, je suppose que c'est sa province, les agriculteurs vont avoir besoin d'une aide d'environ 1 milliard de dollars pour planter la nouvelle récolte et pour arriver à joindre les deux bouts entre les campagnes agricoles. Où, à son avis, le gouvernement va-t-il trouver ce milliard supplémentaire? En a-t-il la moindre idée?